



**PRÉFET
D'ILLE-
ET-VILAINE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE N° 40780-5
portant modification de l'arrêté préfectoral n° 40780 du 12 mars 2013
autorisant la société SMICTOM CENTRE OUEST à exploiter une installation de
stockage de déchets non dangereux sur la commune de Gaël**

**Le préfet de la région Bretagne
préfet d'Ille-et-Vilaine**

VU l'annexe 3 de la directive n°2011/92/UE du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement ;

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 181-14, R. 181-46 et R. 122-2 ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret du 2 août 2023 portant nomination de M. Arnaud SORGE, sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de la région Bretagne, préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfet d'Ille-et-Vilaine ;

VU le décret du 22 septembre 2023 nommant M. Pierre LARREY, secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, sous-préfet de Rennes ;

VU le décret du 10 octobre 2024 nommant M. Amaury de SAINT-QUENTIN, préfet de la région Bretagne, préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfet d'Ille-et-Vilaine ;

VU l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ;

VU l'arrêté préfectoral n° 40780 du 12 mars 2013 modifié autorisant le SMICTOM Centre-Ouest à exploiter une installation de stockage et de traitement de déchets non dangereux au lieu-dit « Le Point Clos » sur le territoire de la commune de Gaël ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 avril 2025 portant délégation de signature à M. Pierre LARREY, secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, sous-préfet de Rennes ;

VU le dossier de porter à connaissance présenté par le SMICTOM Centre-Ouest en date du 7 mai 2025 concernant la réalisation des travaux de la première alvéole du casier 2 de l'ISDND de Point Clos (35290 Gaël) ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 16 juin 2025 ;

VU le projet d'arrêté porté le 04 juillet 2025 à la connaissance du demandeur ;

CONSIDÉRANT que la réalisation des travaux de la première alvéole du casier 2 n'entraîne pas de risques, nuisances ou impacts supplémentaires pour les tiers et l'environnement ;

CONSIDÉRANT que la réalisation de ces travaux sur le casier 2 ne constitue pas une extension de l'installation au sens de l'article R. 122-2 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT les objectifs du plan régional de prévention et de gestion des déchets inclus dans le SRADDET Bretagne de juin 2023 en matière de réduction des volumes d'enfouissement de déchets non-dangereux et non-inertes à compter de 2027 ;

CONSIDÉRANT que la modification demandée ne concerne ni l'emprise de l'établissement, ni la nature ou la provenance des déchets admis ;

CONSIDÉRANT que le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R. 181-46.I du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-21 à R. 181-32, et notamment la sollicitation du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

CONSIDÉRANT l'absence d'observation de l'exploitant ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine ;

ARRÊTE :

Article 1 : Identification

Le SMICTOM Centre-Ouest, dont le siège social est situé au 5 ter, rue de Gaël à Saint-Meen-Le-Grand, autorisé à exploiter, sur le territoire de la commune de Gaël au lieu dit « Le Point Clos », une installation de stockage et de traitement de déchets non dangereux, est tenu de respecter, dans le cadre des modifications des installations portées à la connaissance, les dispositions des articles suivants.

Article 2 : Rabattement des écoulements des eaux de sub-surface sous les alvéoles du casier 2

Sur la base des études susvisées, portant sur le rabattement des écoulements des eaux de sub-surface sous les alvéoles 7, 8 et 9, un réseau de tranchées de drainage est créé au droit du casier 2. Celui-ci est constitué d'un ensemble de drains possédant un écartement de l'ordre 8 m entre eux. Ceci permet de garantir la mise hors d'eau de la barrière de sécurité passive et donc d'éviter la remontée des eaux sous les casiers et les sous-pressions.

Ce réseau de drainage étant raccordé au collecteur existant : l'exploitant s'assure, avant la réalisation des travaux et la mise en œuvre opérationnel du casier 2, que les bassins récepteurs sont dimensionnés en conséquence. Il en tient les justificatifs à disposition de l'inspection des installations classées.

Article 3 : Équivalence du drainage des lixiviats en fond des alvéoles du casier 2

Sur la base des études susvisées, un système de drainage des lixiviats équivalent à celui défini dans l'article 9 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 est utilisé en fonds des alvéoles 7, 8 et 9 du casier 2.

Ce système est constitué comme suit, du haut vers le bas :

- 0,3 m de matériaux drainants de perméabilité $\geq 1.10^{-4}$ m/s
- un géocomposite de drainage (GCD)

Le CGD utilisé dispose d'une capacité de débit brute minimale de 105,56 l/h/m ; mesurée selon la norme NF EN ISO 12 958 entre plaques mousse/mousse, sous 200 kPa et pour les gradients hydrauliques appropriés.

En phase de travaux, l'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées une note de calcul prenant en compte les facteurs spécifiques du produit mis en œuvre. Ceci justifie l'équivalence de drainage entre la solution réglementaire et la solution incluant ce GCD.

Le système de drainage équivalent retenu (matériau drainant + GCD) est installé en respectant le dimensionnement et les recommandations de mise en œuvre définis dans les études constituant le dossier de porter à connaissance présenté par l'exploitant en date du 7 mai 2025.

Article 4 : Programme d'échantillonnage et d'analyse relatif aux barrières de sécurité des alvéoles du casier 2

L'admission des déchets dans les alvéoles du casier 2 ne peut débuter que si le rapport final conclut positivement sur la base des vérifications par programme d'échantillonnage telles que prévues par l'arrêté du 15 février 2016 susvisé.

Article 5 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative :

1°- Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publicité du présent arrêté ;

2°- Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif proroge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le tribunal administratif de Rennes peut être saisi en utilisant l'application Télérecours citoyens accessible par le site <https://www.telerecours.fr>.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité.

Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (art. R. 181-51).

Article 6 : Publicité

En vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Gaël et peut y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté est affiché dans cette mairie pendant une durée minimum d'un mois ;
- un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et adressé à la préfecture d'Ille-et-Vilaine ;
- l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture d'Ille-et-Vilaine pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 7 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne et l'inspection des installations de l'environnement, spécialité installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au maire de la commune de Gaël et à la société SMICTOM Centre-Ouest.

Fait à Rennes, le **23 JUL. 2025**

Pour le préfet, et par délégation,
Pour le secrétaire général, par suppléance,
le secrétaire général adjoint

Arnaud SORGE

